

Encadré 2.3 : Le projet Dabhol/Enron

La récente controverse suscitée par le projet d'Enron à Dabhol, dans l'État du Maharashtra – le plus gros investissement étranger privé jamais entrepris en Inde – a menacé de faire dérailler les efforts déployés par l'Inde pour attirer des entrepreneurs privés dans l'industrie de l'énergie.

Dabhol, le premier PEI (et jusqu'à présent le seul) dont la construction ait commencé, retient l'attention depuis que la société Enron, de Houston au Texas, en a fait la proposition spontanée en 1992. Cette société, qui aurait une participation de 80 p. 100 dans le projet, les 20 p. 100 restants se répartissant à égalité entre GE Capital et Bechtel, se proposait de construire en deux étapes une centrale de 2 015 mW, au coût de 2,8 milliards de \$ US et fonctionnant au départ avec des distillats puis, plus tard, du gaz naturel. Le financement devait être assuré au moyen de capital-actions, de prêts de banques indiennes et étrangères, et de crédits de la Eximbank des États-Unis et de OPIC. Il ne devait y avoir aucun partenaire indien, et aucune institution financière multilatérale n'était concernée.

Lorsque le gouvernement de l'État du Maharashtra a changé, après les élections du début de cette année, le nouveau gouvernement de la coalition Shiv Sena-BJP a décidé de revoir l'Accord d'achat d'électricité ratifié par le gouvernement antérieur du parti du Congrès, pour vérifier qu'il n'y avait pas « d'irrégularités ». En juillet, le nouveau premier ministre, M. Joshi, annonçait la suspension de l'étape I du projet et l'annulation de l'étape II. Il déclara que son opposition au projet se justifiait essentiellement par les deux facteurs suivants :

- l'entente avait été négociée « en secret », sans appel d'offres concurrentiel ni examen public; et
- les coûts en capital utilisés pour calculer le tarif exigé du SEB avaient été gonflés et le Maharashtra allait devoir payer trop cher pour cette électricité.

Il y eut par ailleurs de l'opposition de groupes écologistes — bien que le projet eût fait l'objet de deux autorisations environnementales — et de groupes nationalistes critiquant l'importation proposée de GNL du Moyen-Orient.

Après des mois de négociation et de manoeuvres juridiques, Enron et le Maharashtra annonçaient en novembre dernier qu'ils étaient parvenus à un règlement comportant une réduction considérable des coûts en capital et une baisse des tarifs d'électricité, ce qui permit aux travaux de reprendre.

Pendant toute cette affaire, de nombreux analystes spéculèrent que le « fiasco d'Enron » ferait reculer d'autres promoteurs de PEI et amènerait les prêteurs à exiger une prime de risque plus élevée pour les projets concernant l'Inde. Avec l'annonce du règlement, la plupart des représentants occidentaux de l'industrie estiment que les dommages causés à la réputation de l'Inde peuvent être réparés, mais ils recommandent aux promoteurs de futurs PEI de tirer les leçons de l'affaire Dabhol.